

Transdisciplinar

Revista de Ciencias Sociales

Vol. 3 Núm. 5 Julio-Diciembre 2023

ISSN: 2683-3255



UANL®

CENTRO
ESTUDIOS
HUMANÍSTICOS

Transdisciplinar

Revista de Ciencias Sociales

Comment l'état français voit l'habitat informel, et comment réagit-il quand il apparaît dans l'espace urbain?

How does the French state see informal housing and how does it react when it appears in the urban space?

¿Cómo ve el estado francés la vivienda informal y cómo reacciona cuando aparece en el espacio urbano?

Hannah Amigo-Castillo
l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Nantes.
Nantes, France

<https://orcid.org/0000-0002-6848-2179>

Fecha entrega: 08-06-2023 Fecha aceptación: 22-06-2023

Editor: Beatriz Liliana De Ita Rubio. Universidad Autónoma de Nuevo León, Centro de Estudios Humanísticos, Monterrey, Nuevo León, México.

Copyright: © 2023, Amigo-Castillo, Hannah. This is an open-access article distributed under the terms of Creative Commons Attribution License [CC BY 4.0], which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original author and source are credited.



DOI: <https://doi.org/10.29105/transdisciplinar3.5-87>

Email: hannahamigocastillo@hotmail.com

Comment l'état français voit l'habitat informel, et comment réagit-il quand il apparaît dans l'espace urbain ?

How does the French state see informal housing and how does it react when it appears in the urban space?

¿Cómo ve el estado francés la vivienda informal y cómo reacciona cuando aparece en el espacio urbano?

Hannah Amigo-Castillo¹

Résumé: Dans cet article, je m'intéresse à présenter les réflexions sur la façon dont l'État français a abordé l'habitat informel et comment il y répond lorsqu'il apparaît dans l'espace urbain. Tout au long du XXe siècle, l'informalité s'est présentée sous la forme de bidonvilles, qui présentent des particularités comme la précarité. Je présenterai les solutions de l'État et les difficultés qu'ils rencontrent, ainsi que les analyses qui ont été faites dans d'autres espaces géographiques.

¹ Architecte et étudiant en master à l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Nantes. Nantes, France. hannahamigocastillo@hotmail.com

Mots clés : espace urbain, bidonville, habitat, informalité.

Resumen: En este artículo me interesa presentar las reflexiones acerca de cómo el Estado francés ha abordado la vivienda informal y cómo responde cuando aparece en el espacio urbano. A lo largo del siglo XX la informalidad se ha presentado en la forma de tugurios, que presentan particularidades como la precariedad. Presentaré las soluciones desde el Estado y las dificultades que tienen, así como los análisis que se han hecho en otros espacios geográficos.

Palabras clave: espacio urbano, informalidad, tugurio, vivienda.

Abstract: In this article I am interested in presenting reflections on how the French State has approached informal housing and how it responds when it appears in the urban space. Throughout the 20th century, informality has been presented in the form of slums¹, which present particularities such as precariousness. I will present the solutions from the State and the difficulties they have, as well as the analyzes that have been done in other geographical spaces.

Keywords: urban space, informality, slum, housing.

I° Quartier informel, situé à la périphérie de la ville.

Introduction

L'informalité est une des plus grandes problématiques et préoccupations des états européens et du nord en général. Il existe un préconçu de l'informalité, on la voit comme quelque chose de mauvais et que les pays doivent éviter ou éradiquer.

On voit l'informalité comme une suite d'actions spontanées, sans caractère officiel, et sans règles préétablies. Souvent elle est perçue comme quelque chose de mauvais. Cette caractérisation se reproduit dans le monde entier, en grande partie grâce à la colonisation européenne dans de nombreuses régions du monde et atteint les pays dits du sud, imposant la culture et la façon de penser européenne.

Le long du 20ème siècle l'informalité est devenue de plus en plus apparente en Europe, notamment en France après les deux guerres, sous la forme de bidonvilles. Ces bidonvilles sont compris comme un groupe de logements précaires où habitent des personnes avec peu de moyen, construit dans les alentours des grandes villes.

Les politiques de relogement visent à donner des logements salubres aux habitants des bidonvilles. C'est une solution, mise en place à cette époque pour faire disparaître les logements informels en France, qui a fonctionné pendant un certain temps. Puis des grands problèmes sociaux se sont manifestés ; la ségrégation des personnes dans la banlieue, des gangs, le chômage, etc. Ils n'avaient pas été pris en compte par

l'État directement. Des problèmes existent encore aujourd'hui et créent une nouvelle informalité.

On demande aux migrants qui s'installent en France de s'intégrer culturellement et socialement, c'est une politique d'assimilation. Mais parallèlement à cela les Français et l'État craignent une perte des valeurs républicaines. De plus, il se manifeste dans certains espaces de la société des préjugés envers les migrants.

Le long de ma recherche, j'ai travaillé à partir de textes de cinq chercheurs. Les auteurs S. Jacquot et M. Morelle sont deux géographes et maîtres de conférences à l'université de Paris I. Ils travaillent ensemble sur plusieurs sujets, mais ce qui m'a intéressé ce sont leurs deux recherches. Dans la première intitulée : Comment penser l'informalité dans les villes « du Nord », à partir des théories urbaines « du Sud » ? Les auteurs comparent l'informalité entre le nord et le sud. L'autre recherche s'intitule : Informalité, migrations et « urbanisme temporaire » ils y abordent le thème des migrants qui arrivent en France pendant ces dernières années et leur précarité dans le pays. G.A. Savarí est un anthropologue social et chercheur, le long du siècle dernier il a beaucoup théorisé sur l'informalité dans les villes en Amérique Latine, son article s'intitule, Marginalidad e informalidad : aportaciones y dificultades de la perspectiva de la informalidad.

Puis pour approfondir mon sujet vers ce qui se passe concrètement en France, j'ai étudié le livre, LE PLANÈTE DES BIDONVILLES. Migrations et urbanisme informel de Julien Damon sociologue français, professeur associé à Sciences Po Paris et conseiller scientifique de l'Ecole National Supérieur de

Sécurité Sociale. Il travaille sur le thème de la pauvreté, et parle de la marginalité dans l'espace urbain aujourd'hui en France.

Enfin le livre, *EN FINIR AVEC LES BIDONVILLES* Immigration et politique de logement dans la France des trente Glorieuses de M-C Blanc-Chaléard, enseignante et chercheuse d'histoire contemporaine à l'Université Paris Nanterre ; parle des questions de migrations avant et pendant les trentes glorieuses, ainsi que la solution de l'État France aux Bidonvilles à cette époque. C'est une étude de cas pour me permettre de comprendre les logiques appliquées aux mêmes problématiques dans l'actualité.

Aux fins de cette enquête, sont considérés comme logements précaires ceux qui ne respectent pas les règlements de construction établis par les organismes responsables. Ces normes prennent en compte les conditions d'isolation (température, acoustique, nature, etc.), l'accès adéquat à l'eau et à l'électricité, la construction avec des matériaux résistants, entre autres. Généralement les maisons précaires sont autofabriquées, avec des matériaux très chers, mais elles ne sont pas de qualité.

De même, les bidonvilles répondent aux imaginaires sociaux construits dans les trentes glorieuses. Ce sont des quartiers situés à la périphérie, qui à l'origine dans les villes européennes était délimité par les murs qui entourent la ville.

Mon intention c'est de répondre du mieux possible à la problématique de base : Informalité urbaine : perspective globale. J'en ai donc formulé une autre grâce à toutes mes lectures : Comment l'État français voit l'habitat informel, et comment réagit-il quand il apparaît dans l'espace urbain ?

L'habitat informel dans le monde et les différentes politiques

Le sud et l'informalité aujourd'hui

Qu'est-ce que l'informalité dans les pays dit du Sud ? Comment se génère cette informalité et où a-t-elle commencé ? Pour les pays du sud, l'informalité est un point de réflexion depuis longtemps et beaucoup de théories, analyses et propositions ont été écrites sur ce sujet.

Celles-ci vont s'appliquer pour tous les pays du Sud, car même si de plus en plus de pays dans le sud font des recherches. Ce n'est pas toujours simple parce que ça dépend des susmentionnés que vont avoir les chercheurs en fonction du type de régime politique. Sachant que ce n'est pas la même chose, une dictature et une démocratie. Cela explique pourquoi la plupart des études parlent du Brésil et de l'Inde. On trouve aussi de plus en plus de théories qui viennent de chercheurs Sud-Africains et qui sont un exemple pour les autres pays du continent Africain.

Il existe une acceptation de l'informalité dans les pays du Sud, qui a beaucoup contribué à la création de théories et analyses diverses. L'anthropologue G. Savari, explique que l'informalité et la marginalité vont ensemble, du moins pour l'Amérique Latine. Ou les processus de modernisation et de développement des pays se sont confrontés à de tels défis qu'une partie de la population, la plupart pauvre, reste dans la marginalité de ces nouveaux systèmes. C'est ce qu'on va appeler dans les années 60, « comme le problème de la marginalité urbaine », (1996, p.473)

Cette informalité marginale, veut dire que ce n'est ni illégal, ni hors la loi, comme on sous-entend dans le pays du Nord.

Dans le quotidien des pays du Sud l'informalité fait partie de la vie de tout le monde, dans l'occupation de l'espace urbain, avec des commerces ou d'autres activités. Mais c'est aussi une façon de construire les villes. Les états voient l'informalité comme une façon de faire évoluer les pays. S. Jacquot et M. Morelle vont citer L. Lomnitz, pour illustrer cette situation au Mexique, « Pour elle (L. Lomnitz) l'informalité n'était pas le résidu d'une quelconque tradition mais un élément intrinsèque et imbriqué à la formalité [...] » (2018)

Le nord et l'informalité aujourd'hui, le cas de la France

Dans les pays du Nord la perception de l'informalité est très différente de celle du Sud ; elle est souvent synonyme d'illégalité, du moins en France c'est assimilé aux migrants. Pour comprendre pourquoi, on doit se référer à l'histoire du xx siècle, période où la plupart des théories actuelles ont été conçues. Et même si ces théories commencent à changer et évoluer, elles sont très représentatives dans l'imaginaire collectif.

S. Jacquot et M. Morelle présentent Balan et Milliot, deux auteurs français, qui parlent de l'informalité comme une conséquence de la migration et comme si elle était une attitude culturelle liée aux pays du Sud. Ces théories qui ne sont pas réellement représentatives veulent d'une certaine façon, envoyer la responsabilité de l'informalité en France au migrant et pas à l'état français. Même si comme mentionné M-C Blanc-Chaléard, dans son livre, il y avait statistiquement plus de français en situation d'informalité que de migrants, pendant les trente glorieuses.

On doit aussi tenir compte que la pauvreté associée à l'informalité dans les pays du Sud, elle n'est pas du tout représentative des migrants clandestins qui arrivent en France et en Europe. S. Jacquot et M. Morelle citent A. Bayet, qui dit que même si les deux ont une origine commune, ils n'ont pas le même statut. Aujourd'hui un migrant ne peut pas ou c'est très compliqué, de s'approprier de ces droits.

Dans leur texte, Comment penser l'informalité dans les villes « du Nord », à partir des théories urbaines « du Sud » ? les auteurs formulent, « [...] que l'informalité est structurante des économies et des sociétés urbaines au Nord. » (2018, p.10) Si cela est correct, il faut revoir la manière de penser les études des villes du Nord. Pour appuyer cette affirmation, ils entrent dans un récit historique ; des villes vont évoluer et se retrouveront avec des espaces vides ou à déceler une volonté de renouvellement urbain. C'est le cas de Detroit aux États-Unis ou dans plusieurs villes de Seine-Saint-Denis. Dans la première, les habitants vont s'approprier des espaces vides qui sont restés après la décroissance de la ville. Dans le cas des villes françaises, un commerce informel de mécaniciens et de restauration va s'installer dans certains quartiers, proposés par des personnes originaires de Côte-d'Ivoire.

Mais, quelle est la position des pouvoirs publics face à cette informalité ? Il y a une prétendue tolérance zéro selon quelques travaux. D'autres vont nous dire une réalité différente, par exemple à Barcelone, les pouvoirs publics n'interdisent pas l'installation de l'informel, mais agiront après pour le cadrer. Il en va de même avec la mécanique de Seine-Saint-Denis. Cette tolérance apparaît aussi dans la restauration dans la rue, où

elle est un moyen de subsistance pour les plus pauvres. C'est la tolérance guidée par la morale, il est moralement correct de les aider à survivre. Par conséquent, l'informalité n'est pas quelque chose que les politiques publiques arrêtent, mais un moyen de gouverner ; même s'ils le nieront.

L'informalité dans un monde globalisé

En ayant connaissance de la réalité de l'informalité dans les deux hémisphères, on ne peut pas continuer à voir l'informalité comme quelque chose qui arrive seulement dans le Sud ou dans le Nord. Depuis les années 2000 des auteurs comme A. Roy et J. Robinson, cherchent à intégrer le Sud dans les débats urbains à travers le monde, avec l'intention de revoir la définition d'urbanisme global.

Pour les pouvoirs publics, l'informalité est quelque chose qui est déjà théorisé dans le Sud et qu'elle n'est pas importante de le réétudier dans le Nord. C'est une logique globale, mais comme on l'a vu avant, le Nord a peut-être d'autres processus pour pouvoir aborder l'informalité urbaine.

Dans le cas de la France, la migration est une des principales causes de l'informalité dans le pays. Tout de même, c'est l'État français qui met en place les camps de migrants pour les accueillir, comme celui de Calais en 2015. C'est un modèle qui s'applique déjà dans les pays de Sud, et qui n'est pas prévue dans la loi d'urbanisme d'aucun pays, il est donc informel. « Ils commencent en 1950, après la fin de seconde guerre mondiale, et la création du Haut- Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés » (HCR)(2018a)

L'intervention du HCR dans les pays du Sud, est due en grande partie aux politiques migratoires d'Europe de plus en plus contraignantes. Les camps du HCR sont un moyen pour empêcher les réfugiés d'arriver en Europe. Les problèmes commencent quand les camps sont tellement débordés que les gens décident de partir de façon clandestine en Europe.

L'informalité a donc toujours fait partie de la société. Mais les réponses, des États, à cette informalité, sont différentes et parfois les médias de chaque pays donnent aussi une autre perspective. Un exemple, ce sont les camps de migrants, au début quand l'Europe a commencé à les mettre en place, c'est une bonne solution pour les migrants clandestins aujourd'hui ; mais les camps de réfugiés qui sont pratiquement la même chose devrait changer ou avoir une nouvelle solution à cause de leur précarité.

La migration comme synonyme d'informalité, puis de bidonville

L'immigration en France et les logements insalubres aux 19ème et 20ème siècle, réalité et politique

Pour comprendre logement informel et insalubre, ainsi que l'évolution des politiques de logement qui l'accompagnent en France, on doit connaître les processus historiques des deux siècles derniers. Le long de 19ème siècle la question des taudis et des logements insalubres, étaient une source d'inquiétude pour le gouvernement. C'est une question de santé publique ; après des épidémies comme le choléra avec beaucoup de morts à cause de la mauvaise hygiène, c'est en partie ce qui fait naître le projet haussmannien à Paris.

C'est aussi une question sociale, la classe ouvrière qui vient de partout en France s'installe dans des immeubles anciens et insalubres. « Si la misère sociale est énoncée comme cause du mal-logement, les épidémies de choléra (1832-1849) incitent très vite à dénoncer l'existence de quartier où seraient concentrées les maisons qui tuent. » (Blanc-Chaleard, 2016, p.35)

C'est le début de la "police de l'insalubrité", les maires de chaque commune doivent identifier les immeubles insalubres, les exproprier, puis les démolir. Mais c'est n'est qu'une partie de la solution, comme les habitants de ces logements n'ont pas accès à de nouveaux logements, ils s'installent dans d'autres endroits où ils construisent eux même leurs logements des baraques. En 1902, un règlement sanitaire pour chaque commune doit être mis en place. Mais ce règlement est difficile à faire respecter.

Avec les deux guerres mondiales, le manque de logement prend une ampleur différente. Puisque ce ne sont pas seulement les Français, ceux qui ont besoin de se loger mais aussi les migrants qui viennent travailler dans la reconstruction de la France, surtout après la deuxième guerre en 1945.

C'est au début des années 50, quand la politique de logement social change et dans une mesure pour éradiquer complètement les bidonvilles, grâce au relogement. La construction en masse de HLM, obligent les habitants des baraques à se loger ailleurs pendant la construction. Puis la Mairie de la ville, leur offre de nouveaux logements.

Migration en France pendant le 20ème siècle, conséquence des bidonvilles ?

Entre les deux guerres des migrants venant de toute l'Europe arrivent en France dans l'espoir de trouver de meilleures

conditions de vie. La plupart du temps il s'agissait d'Italiens, de Portugais ou d'Espagnols, qui ont tout perdu à cause des situation politiques instables de ces pays à cette époque.

Mais à la fin de la deuxième guerre mondiale, avec les travaux de reconstruction de tout le pays, beaucoup de travailleurs des colonies, comme l'Algérie, arrivent en France. Ils sont français, mais ils viennent en métropole pour avoir du travail.

En voyant que la plupart des arrivés sont des hommes. L'État français, commence à donner des aides aux familles qui arrivent en France. Mais le logement est très dur à trouver. Et ces familles commencent à s'installer dans des taudis autour des villes. Paris ne peut plus les accueillir et ils s'installent dans les villes autour comme Nanterre. Néanmoins le niveau d'insalubrité et le manque de sécurité dans ces espaces alerte les maires de ces villes. En 1955, le maire de Nanterre commence à parler de ces espaces comme des bidonvilles, après un incendie sur plusieurs logements précaire, avec plusieurs morts et blessés.

En 1955, la guerre d'Algérie, a fait que ces citoyens français algériens sont dans un statut ambigu, ils deviennent des migrants. En même temps que la France commence à parler de bidonvilles, mot qui vient du Maroc à cause de la guerre d'Algérie beaucoup de personnes sont parties.

Qu'est-ce qu'un bidonville et comment la France a fini avec eux ?

Pour M-C Blanc-Chaléard les débuts des bidonvilles, sont dus à la mauvaise gestion des volontaires humanitaires des communes. Nanterre en est un exemple. Au départ la ville contrôle la situation puis elle se voit vite débordée.

En 1955, ils deviennent en quelque sorte des réfugiés avec un statut qui est devenu flou. Ils n'ont pas les mêmes conditions de travail car leurs statuts, leurs conditions de vie deviennent de plus en plus précaires. Ils commencent à l'installer ainsi dans les communes voisines de Paris, où il y a beaucoup de terrains laissés à l'abandon de terre vide.

Avec la politique de relogement qui commence dans les années 50, le but est de faire disparaître les bidonvilles, et de donner de meilleures conditions de vie aux personnes qui y habitent. Nanterre est un espace d'expérimentation. Elle compte avec trois grands bidonvilles, qui vont être détruits, et où ils vont construire, le plus vite possible des barres d'immeubles d'Habitation à Loyer Modère (HLM). Ce sont des logements sociaux administrés par l'État ou bailleurs sociaux.

Les années 70 marquent la fin des bidonvilles, du moins pour le 20^{ème} siècle en région parisienne. Après 20 ans de politique de relogement, les résultats ne sont pas suffisants, elle doit prendre fin dans deux ans.

C'est dans la crainte à ces grands regroupements de migrants souvent du même pays qu'on trouve dans ces Bidonvilles que cette politique va prendre autant d'ampleur. La guerre est finie depuis un moment et les gens commencent à voir les migrants étrangers comme une menace à leur stabilité économique et sociale. Ils demandent aussi aux étrangers une intégration culturelle et sociale complète.

Cette politique prend fin en 1975, on ne voit plus des bidonvilles en régions parisienne du moins pas de la même ampleur que les décennies précédentes. Maintenant ce sont les barres de HLM, le reflet de la banlieue parisienne.

Le rôle de l’informalité dans le monde aujourd’hui, les bidonvilles dans le monde

Le rôle de l’informalité dans l’urbanisme, le nord et le sud

Avant tout, on doit comprendre comment se développe l’urbanisme aujourd’hui. D’un côté, l’urbanisation veut aussi dire métropolisation, avec la concentration de richesse et de pouvoir dans les espaces urbains. Mais ça va en parallèle de la “bidonvilisation” qui est formée par des habitats dégradés ou spontanés. Cette deuxième sorte d’habitat touche particulièrement les pays en voie de développement, mais pas seulement. Elle concerne aussi les pays riches, la France inclus, dans la métropole et en outremer.

L’année 2008 c’était un point d’inflexion ; l’ONU a annoncé que la majeure partie de la population vit dans des espaces urbains. Cette déclaration dessine un paysage différent, mais a aussi changé les projections démocratiques et urbaines. On doit savoir que le processus d’urbanisation dans les pays développés est très grand, avec des limites fixes qui sont la manifestation d’une planification urbaine à long terme ; contrairement aux pays en développement, où l’urbanisation se maintient dans une croissance constante dans des volumes considérables.

Pour J. Damon, il y a trois raisons à cette croissance urbaine : l’augmentation naturelle de la population, qui se fait avec la migration de la campagne à la ville, puis le développement de petit village en villes. Ceux-ci expliquent l’extension physique des espaces urbains et impliquent aussi qu’on vit beaucoup plus dans les villes qu’à la campagne ; on vit tous dans les mêmes

dynamiques sociales, les mêmes normes et les mêmes désirs. Finalement c'est aussi la connexion virtuelle, les personnes sont de plus en plus connectées et c'est ce qui contribue à pouvoir voir comment vivent les autres. Les gens qui habitent dans les bidonvilles peuvent voir comment habitent les gens des quartiers privilégiés et se comparent à eux, essayant de vivre comme eux.

L'acceptation de l'informalité une nouvelle politique avec une vision global

Dans les pays du nord plusieurs données montrent une grande préoccupation concernant les problèmes des personnes sans-abris. Ces problèmes sont l'accès aux logements ou la précarité ces derniers. Mais on ne trouve pas des données sur les bidonvilles, dans les statistiques officielles. Le manque de logements et l'exclusion est perçue de façon différente dans l'UE, on a vu la typologie ETHOS (European Typology on Homelessness and Housing Exclusion) faites en 2005

... couvre toutes les situations des personnes sans domicile à travers l'Europe : être sans-abri (dormir dans la rue) ; être sans logement (avec un abri, mais provisoire, dans des institutions ou des foyers d'hébergement) ; être en logement précaire (menacé en raison de baux précaires, expulsions, violences domestiques) ; être en logement inadéquat (dans des caravanes sur des sites illégaux, en logement indigne, dans des conditions de surpeuplement sévère). (Damon, p. 20)

Avec ce point, ces catégories indiquent aux pays les politiques à développer, suivre et évoluer pour combattre le manque de logement. Il n'existe aucun chiffre valable au niveau

européen, qui puisse déterminer la quantité et où se situent les bidonvilles ; mais les réalités sont facilement visibles dans chaque pays.

La France à sa propre catégorisation, (rapport annuel de la Fondation Abbé-Pierre sur “le mal-logement”, qui évalue quatre dimensions : le manque de logement personnel, les difficultés d'accès aux logements, les mauvaises conditions de vie, et la difficulté pour conserver son logement. La fondation a donc

... compte ainsi, en 2015, 3,8 millions de personnes non ou très mal logées. Elle y ajoute plus de 12 millions de personnes « fragilisées par rapport au logement ». Parmi ces dernières se trouvent plus de 4 millions de personnes en situation de « surpeuplement modéré » et, surtout, 5,7 millions de personnes en situation d'effort financier excessif. Il s'agit ici des personnes subissant un taux d'effort net supérieur à 35 %, leur laissant un reste-à-vivre inférieur à 650 euros par mois et par unité de consommation. (Damon, p. 21)

Néanmoins il tient compte des quartiers marginaux. Avec l'analyse du manque de confort et de services, ou encore les habitations de fortune, c'est ce qui permet d'aborder la question des bidonvilles. Mais il n'y a pas une vraie évaluation sur ce qu'est un bidonville en France ; il n'y a pas de recherche, ni un suivi officiel.

Les services préfectoraux déclarent entre 400 et 600 bidonvilles, pour environ 20 000 habitants sur ces sites. Apparaît, selon cette approche, une diminution du nombre de personnes en bidonville et une augmentation du nombre de ces bidonvilles, témoignant de la dispersion croissante du phénomène. [...] En Île-de-France, le seul département de la Seine-Saint-Denis concentre

presque la moitié des personnes recensées dans des bidonvilles. (Damon, p. 21)

Il existe toujours des bidonvilles en France, ils n'ont pas disparu comme on a voulu nous le faire croire à la fin des années 70. C'est juste qu'ils sont moins visibles, plus encadré comme les campings de caravanes, ou simulée derrière une aide humanitaire, comme les camps de réfugiés, ils peuvent être aussi éphémères comme c'est le cas de squats.

Les différentes formes de logement informel qu'on trouve en France aujourd'hui

Savoir exactement, combien de personnes habitent dans des bidonvilles, c'est pour le moins compliqué. Il y a surtout des recensements de « campements illicites et de leurs occupants ». Ce recensement en France, a commencé comme une initiative d'une politique sociale et policière de « campements roms. » La DIHAL (Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement) présente, « que les données présentées portent sur les campements illicites, bidonvilles et grands squats, indépendamment de l'origine ethnique de leurs habitants. Elles ne permettent pas en particulier de comptabiliser le nombre de personnes s'identifiant ou identifiées comme Roms » (Damon, p. 21).

Cette initiative est une façon qu'a la France d'essayer d'éviter que les bidonvilles commencent à grandir, comme dans les années 50 et 70. C'est une période que l'État français essaye de faire disparaître. Et depuis, comme l'ampleur de ces bidonvilles ne s'est pas reproduit, dans l'imaginaire de la France il n'existe plus.

En tout cas, pour J. Damon ce recensement ne représente pas tous les bidonvilles qu'il y a en France, ni sa quantité, ni ces compositions. Il ne touche pas non plus les campements de migrants, surtout ceux qu'il y a au nord de la France ou dans les alentours de Paris. Des camps qui sont habités par des milliers de personnes qui, « à un moment ou à un autre, se sont trouvées dans des formes urbaines ressemblant tout à fait à des bidonvilles et labellisées comme telles » (Damon, p. 21). Des bidonvilles, qui sont mis en place par l'État. De plus, c'est assez clair que les chiffres n'incluent pas la situation que vivent les DOM (départements d'outre-mer).

Le résultat à cet aveuglement auto-imposé fait que la France ne sait pas combien de bidonvilles il y a actuellement dans le pays et combien de personnes résident dans des conditions particulièrement précaires. Mais ce n'est pas qu'en France, l'Europe subit le même problème. La bidonvilisation est visible dans les grandes métropoles de l'Union Européenne, plus récemment le plus flagrant sont les camps « illégaux » de migrants, où les gens habitent dans des conditions pour le moins déplorables.

Pourtant, tant politiques que habitants, sont les premiers à mettre en avant les problèmes qu'on trouve dans ces espaces. Les plus grands bidonvilles vont attirer l'attention d'ONG qui vont créer, depuis J. Damon, une offre et une demande, et vont comme ça réguler qui va recevoir les aides, car ce sont eux qui dictent les règles. Mais les petits bidonvilles, vont rester à l'écart, ils attirent moins l'attention de cette charité ; pourtant ils sont plus nombreux et sont souvent moins visibles, dissimulés dans les villes et ces alentours, comme un quartier de plus. Beaucoup

sont souvent difficiles à identifier car, temporaires et éphémères, avec une population qui bouge et diffuse.

En tout cas, si les nouvelles technologies nous aident à connaître comment habitent les autres, les possibilités de traçage téléphoniques pourraient nous donner une estimation réelle des chiffres ; et peut-être ne pas tout réduire à des roms ou les migrants, car ce ne sont pas les seuls dans ces espaces. Même si c'était le cas dans les années 70, on ne peut pas continuer à avoir les mêmes solutions qu'à cette époque puisque les circonstances ont changé.

Conclusion

Je constate après mes lectures et mes recherches, que l'informalité est une question à laquelle l'État français s'intéresse. Mais il y a encore beaucoup de préjugés autour de l'informalité, même si les Français commencent à voir que les politiques ne sont pas adaptées aux circonstances d'aujourd'hui.

Les politiques n'ont pas évolué suffisamment depuis les trentes glorieuses, qui sont très focalisées sur les migrants étrangers qui arrivent en France. Mais c'est l'inverse, il y a plus de français qui habitent dans des conditions précaires, pas seulement dans les départements métropolitains mais aussi dans les départements en outre-mer. Ces derniers sont presque oubliés par l'État français, très centralisé.

C'est évident que les diverses situations vécues pendant le 20ème siècle ont marqué la France. Avec plusieurs périodes d'instabilité, avec les deux guerres et après avec l'indépendance des anciennes colonies. Tout ça peut expliquer pourquoi ils ont

agi comme ils l'ont fait à l'époque, mais ça ne justifie pas l'actuelle volonté de vouloir nier la réalité actuelle.

Si on voit comment d'autres pays travaillent la question de l'informalité, la France a beaucoup à apprendre. Avec des exemples comme le Brésil ou l'intégration des logements de fortune dans la ville. À encadrer et aider à développer les favelas, pour améliorer les conditions de vie des habitants. Sa implique bien sûr une acceptation de l'informalité comme une partie de la société et du développement des villes.

Le problème est, peut-être, que la France est déjà un pays développé, a besoin de revoir les politiques et actions urbaines existantes pour s'adapter mieux aux circonstances d'aujourd'hui. En même temps, on doit essayer de comprendre que la migration apporte une diversité humaine, qui peut enrichir la société, culturellement, socialement et économiquement. On doit comprendre que ce ne sont pas eux qui ont créé l'informalité, elle existait déjà.

Bibliographie

Blanc-Chaléard, M. 2016. EN FINIR AVEC LES BIDONVILLES Immigration Et Politique Du Logement Dans La France Des Trente Glorieuses. 1st éd. Publications de la Sorbonne / Histoire contemporaine. p.456.

Damon J., 2017. Un monde de bidonvilles. Seuil ; La république des idées, p.128.

Jacquot, S. ; Morelle M. 2018. « Comment penser l'informalité dans les villes « du nord », à partir des théories urbaines « du sud » ? » <https://journals.openedition.org/metropoles/5601>

Jacquot, S.; Morelle M. 2018a, « Ville informelle et urbanisme temporaire » <https://www.revue-urbanites.fr/informalite-migrations-et-urbanisme-temp/>

Savari, G. 1996. «Marginalidad e Informalidad: aportaciones dificultades de la perspectiva de la informalidad”. *Estudios sociológicos*, vol. 14, n° 41, 435-452.